

Conséquences de la révision de la LACI et de la LPD sur la CII

Séminaire de la CII

7 mai 2024

Ueli Kieser, Prof. Dr. iur., Rechtsanwalt; Richter am Obersten Gerichtshof
Liechtenstein

📍 Ulrichstrasse 14
CH-8032 Zürich

☎ +41 44 388 57 57

📠 +41 44 388 57 58

✉ info@kspartner.ch

🖱 kspartner.ch



Contexte

Agglomérat juridique de lois et de dispositions diverses

La CII en tant que tâche transversale avec des points de contact avec différentes lois

Révision de la LACI

Révision de la LPD

Questions essentielles

Échange des données, traitement des données, droits d'accès

Consentements

Formes de collaboration

Services communs de réinsertion

Résultats obtenus jusqu'à présent

Avis de droit du 24 mai 2017

Avis de droit du 26 juin 2017

Réponses à des questions sur les formes de collaboration, les services communs de réinsertion, des aspects relatifs à la législation sur la protection des données

Tâche

Mise à jour des avis de droits mentionnés en tenant compte des révisions de loi suivantes:

Révision de la LACI du 19 juin 2020

Nouvelle réglementation: loi sur la protection des données du 25 septembre 2020

Disposition légale centrale

Art. 33 LPGA Obligation de garder le secret

Les personnes qui participent à l'application des lois sur les assurances sociales ainsi qu'à son contrôle ou à sa surveillance sont tenues de garder le secret à l'égard des tiers.

Divergences à ce principe possibles si cela est fixé comme tel dans une loi

Nombreuses divergences à l'art. 33 LPGA prévues dans les diverses législations sur les assurances sociales

Superposition par la loi sur la protection des données

Dans le cadre de la procédure relative aux assurances sociales, les exigences générales de la loi sur la protection des données doivent être respectées.

L'interaction entre:

- l'obligation de garder le secret (art. 33 LPGA),
- les exceptions à cette obligation (dans différentes législations relatives aux assurances sociales), et
- les dispositions relatives à la protection des données (d'après la LPD)

est difficile à cerner.

(1) Formes de collaboration autorisées

L'art. 85f LACI indique avec quelles institutions l'assurance-chômage peut collaborer.

La loi ne mentionne toujours pas expressément les formes de collaboration autorisées. Deux formes de collaboration sont autorisées en principe.

D'une part, des services de réinsertion communs peuvent être exploités.

D'autre part, la responsabilité d'un cas peut être transmise à une seule institution pendant un certain temps.

La révision de la LACI du 19 juin 2020 n'a pas modifié ces principes.

(2) Système d'information servant au paiement

L'art. 85f, al. 2, LACI a été révisé.

Cette révision concerne le fait que dans certains cas, l'accès aux données du système d'information servant au paiement des prestations de l'AC (art. 83, al. 1^{bis}, let. a, LACI) peut être accordé en plus de l'accès au système d'information du service public de l'emploi.

Cela représente un certain élargissement des possibilités d'accès.

Le Conseil fédéral indique ce qui suit dans son message :

Un complément apporté à l'al. 2 permet d'accorder, au cas par cas, en plus de l'accès au système d'information du SPE, l'accès aux données du système d'information pour le versement de prestations de l'AC (art. 83, al. 1bis, let. a). Cette modification permet en particulier aux cantons qui versent des prestations aux demandeurs d'emploi, d'obtenir les données nécessaires à l'exécution.

(2) Système d'information servant au paiement

L'organe de la CII a ainsi un accès direct aux dossiers et aux données des systèmes d'information servant au paiement des prestations de l'AC. Par rapport à la législation applicable jusque-là, cela représente un net élargissement des possibilités d'accès.

Nouveau: art. 85f, al. 2, phrase introductive, LACI

*² En dérogation aux art. 32 et 33 LPGa, les organes mentionnés à l'al. 1, let. a à h, peuvent être autorisés, selon les cas, à consulter les dossiers nécessaires ainsi que les **données enregistrées dans les systèmes d'information prévu à l'art. 83, al. 1^{bis}, let. a, de la présente loi** et à l'art. 35a, al. 1, LSE aux conditions suivantes:*

Avant cette révision, la disposition était la suivante:

² En dérogation aux art. 32 et 33 LPGa, les organes mentionnés à l'al. 1, let. a à h, peuvent être autorisés cas par cas à consulter les dossiers nécessaires ainsi que les données enregistrées dans le système d'information prévu à l'art. 35a, al. 1, de la loi du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services (LSE) aux conditions suivantes:

(3) Libération de l'obligation de garder le secret

D'après l'art. 85*f*, al. 3 et 4, LACI et l'art. 35*a*, al. 1^{bis}, LSE, il existe une particularité dans l'échange des données si l'échange concerne les organes d'exécution de l'assurance-chômage et les services de l'assurance-invalidité.

Ces organes et services sont libérés de l'obligation de garder le secret (art. 33 LPGa) - dans la mesure où les conditions fixées à l'al. 3 sont respectées - et l'échange de données au sens de l'al. 3 peut se faire sans l'assentiment de l'intéressé et, selon les cas, par oral.

Il y a lieu d'informer subséquemment l'intéressé de l'échange de données et de son contenu.

Cette particularité n'a pas été concernée par les modifications de la loi qui nous intéressent dans le cas présent et existait donc déjà auparavant.

(4) Libération de l'obligation de s'inscrire?

La révision de la LACI du 19 juin 2020 a reformulé l'art. 17, al. 2 et 2^{bis}, LACI. Ces deux alinéas ont la teneur suivante:

² En vue de son placement, l'assuré est tenu de s'inscrire personnellement aussitôt que possible, mais au plus tard le premier jour pour lequel il prétend à l'indemnité de chômage; il doit ensuite se conformer aux prescriptions de contrôle édictées par le Conseil fédéral.

^{2bis} L'inscription en vue du placement est traitée par les autorités compétentes selon les art. 85 et 85b.

Dans la situation présente, la question se pose de savoir si l'assuré peut être libéré de cette obligation. Cela pourrait se faire éventuellement par analogie avec l'art. 17, al. 1, LACI. Il ne peut cependant pas en être ainsi. L'art. 85f LACI, en ce qui concerne l'encouragement de la CII, se réfère justement aux autorités cantonales et aux offices régionaux de placement, où l'inscription en question doit avoir lieu. C'est pourquoi on ne peut pas supprimer cette étape.

(5) Accès aux dossiers et aux données

Il y a, à ce sujet, un principe (page actuelle) et une particularité (page suivante).

Le principe est fixé à l'art. 85f, al. 2, LACI.

Un accès au cas par cas à des dossiers et à des données des systèmes d'information peut être accordé aux services sociaux, aux organes d'exécution de l'assurance-chômage et de l'assurance-invalidité, à la SUVA et à d'autres institutions publiques et privées qui sont importantes pour la réinsertion des assurés si la personne concernée reçoit des prestations de l'un de ces services et consent à ce que cet accès soit donné. Les services concernés octroient en retour un même accès aux organes d'exécution de l'assurance-chômage.

(5) Accès aux dossiers et aux données

Particularité

L'art. 85f, al. 3, LACI prévoit une particularité.

Selon cet article, les organes d'exécution de l'assurance-chômage et les services de l'assurance-invalidité sont libérés de l'obligation de garder le secret (art. 33 LPG) si les renseignements et documents transmis servent à déterminer, lorsqu'il n'est pas encore possible d'établir clairement quelle autorité doit prendre les frais à sa charge, la mesure d'intégration la mieux adaptée à la situation de l'intéressé et les droits de l'intéressé envers l'assurance-chômage et l'assurance-invalidité. En outre, aucun intérêt privé prépondérant ne doit s'opposer à la procédure. Dans ce cas – d'après l'art. 85f, al. 4, LACI – l'échange de données peut se faire sans l'assentiment de l'intéressé et, selon les cas, par oral. Il y a lieu d'informer subséquemment l'intéressé de l'échange de données et de son contenu.

(6) Consentement de principe

S'agissant du consentement, le traitement prévu des dossiers et données, et notamment l'ampleur et le but du traitement, doivent être définis de manière suffisamment précise.

La personne concernée doit savoir aux fins de quel traitement elle donne son consentement.

La déclaration de consentement et une information appropriée doit permettre d'évaluer concrètement l'ampleur du consentement. Sont insuffisantes sans autre information les descriptions générales telles que « Amélioration des expériences de l'utilisateur », « Fins publicitaires », « Sécurité informatique » ou « Recherche future ». Les traitements peuvent être limités dans le temps ou de durée indéterminée.

Pour pouvoir accepter un consentement suffisant, la personne concernée doit en outre avoir été informée.

(7) Consentement à plusieurs traitements

Le consentement à plusieurs traitements n'implique pas qu'ils soient tous de même nature; il est possible de consentir à des traitements différents.

Ainsi, un traitement pour un rendez-vous médical chez un médecin peut nécessiter plusieurs traitements différents, p. ex. l'échange de données personnelles avec d'autres spécialistes ou des assurances, ou la facturation.

La LPD ne prévoit pas d'interdiction de couplage; la personne peut donc consentir en même temps à plusieurs traitements.

(8) Caractère volontaire du consentement

Le consentement doit être donné volontairement, c'est-à-dire doit être l'expression de la libre volonté de la personne concernée.

Ce principe est en interaction avec la nécessité de prodiguer une information appropriée à la personne.

Si l'information appropriée n'a pas été donnée, le caractère volontaire du consentement ne peut pas être accepté.

Un consentement n'est pas volontaire non plus s'il est obtenu par tromperie, menace ou contrainte.

(9) Bases dans les ordonnances

Les ordonnances déterminantes ont changé.

Il faut – depuis le 1er juillet 2021 – se baser sur l'ordonnance sur les systèmes d'information AC (OSI-AC).

Les ordonnances précédentes qui se réfèrent aux différents systèmes d'information ont été abrogées:

- ordonnance du 1er novembre 2006 sur le système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (ordonnance PLASTA)
- ordonnance du 26 octobre 2016 sur le système d'information pour le paiement de prestations de l'assurance-chômage (ordonnance SIPAC)
- ordonnance du 25 octobre 2017 sur le système d'information pour l'analyse des données du marché du travail (ordonnance LAMDA)